

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1261 le 18 décembre 2022

Dans ce numéro

Vives protestations du Pakistan après la mort de six civils tués par des taliban afghans à un poste-frontière...

(Page 2)

Des parlementaires européens soupçonnés d'entretenir des liens avec les services de renseignement marocains...

(Page 3)

Selon Business Insider les stocks de munitions de l'armée allemande ne permettraient qu'un ou deux jours de combats...

(Page 4)

Des systèmes de déminage slovaques Bozena en passe d'être fournis à l'Ukraine...

(Page 5)

Un arrangement aurait été signé entre la junte au pouvoir au Burkina Faso et le groupe de sécurité russe Wagner...

(Page 6)

Des millions de tentatives de cyberattaques cibleraient quotidiennement Taïwan...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Plusieurs militaires blessés après un incident frontalier entre les troupes chinoises et indiennes...

Les troupes indiennes et chinoises se sont affrontées dans une zone frontalière contestée, exacerbant les tensions de longue date entre les deux pays voisins. L'armée indienne a déclaré que l'affrontement s'était produit vendredi dans l'État d'Arunachal Pradesh, dans le nord-est du pays. L'armée a indiqué que des blessures légères avaient été rapportées dans les deux camps. Les médias indiens ont expliqué que les troupes du pays avaient répondu à des soldats chinois tentant de franchir la frontière provisoire, connue sous le nom de Ligne de contrôle effectif. L'armée indienne a déclaré que les troupes des deux camps s'étaient immédiatement retirées du site après l'incident. Le ministre indien de la Défense, Rajnath Singh, a déclaré : « J'ai demandé à la partie chinoise de s'abstenir de telles actions et de maintenir la paix le long de la frontière ». Un porte-parole militaire chinois a déclaré que les forces indiennes avaient franchi la Ligne de contrôle effectif et empêché les troupes chinoises de mener leur patrouille régulière du côté chinois. L'incident de vendredi était le premier à se traduire par des blessés depuis une confrontation meurtrière entre les deux pays il y a deux ans. Les troupes chinoises et indiennes ont essuyé des pertes pendant les conflits dans la région du Ladakh en juin 2020.

(Radio Japon international, le 14-12-2022)

À Caracas, fin du premier cycle de négociations entre l'Armée de libération nationale et le gouvernement colombien...

Le premier cycle de négociations entre l'Armée de libération nationale, l'ELN, la dernière grande guérilla colombienne et le premier gouvernement de gauche de l'histoire de la Colombie a pris fin hier à Caracas, la capitale du Venezuela. Des discussions qui se sont déroulées avec succès, selon les deux parties. Après trois semaines de discussions les négociateurs de l'ELN et du gouvernement se sont entendus pour reprendre l'agenda là où il avait été abandonné en 2018 lors de précédentes discussions interrompues abruptement par Ivan Duque, le prédécesseur du président Gustavo Petro. Ils ont annoncé un premier accord pour faire face à la situation humanitaire dont au moins deux départements particulièrement touchés par la violence, notamment le Choco à l'ouest du pays. Mais ils ne se sont pas encore entendus sur un cessez-le-feu tel qu'il devrait être abordé dans la deuxième phase des discussions. Celles-ci devraient débiter normalement au premier semestre 2023 non plus au Venezuela qui a été un des pays garants du processus avec Cuba et la Norvège, mais au Mexique, conformément aux souhaits de l'ELN de poursuivre les négociations dans différents pays de la région. La communauté internationale est aussi largement représentée. L'Allemagne, la Suède, la Suisse et l'Espagne ont accepté d'accompagner le processus de paix ainsi que l'Église et les Nations unies.

(Radio Vatican, le 13-12-2022)

Vives protestations du Pakistan après la mort de six civils tués par des taliban afghans à un poste-frontière...

Les forces des taliban afghans ont ouvert le feu hier à un poste-frontière avec le Pakistan tuant six civils, selon l'armée pakistanaise qui dit avoir répliqué. Plus d'une douzaine de personnes à également été blessée par ces tirs non provoqués et aveugles près de la ville de Chaman dans la province pakistanaise du Balouchistan, a indiqué l'armée. Le Pakistan a appelé les autorités afghanes à Kaboul pour souligner la gravité de la situation et demandé des mesures strictes pour éviter tout nouvel incident de ce genre à l'avenir.

(Deutsche Welle, le 12-12-2022)

L'attaque d'un hôtel de Kaboul revendiqué par le groupe État islamique...

Des assaillants armés ont attaqué lundi après-midi un hôtel de Kaboul prisé des hommes d'affaires chinois. Mais le bilan des victimes de cet assaut revendiqué par le groupe État islamique reste incertain.

(La voix de l'Amérique, le 13-12-2022)

Le groupe État islamique a revendiqué l'attentat contre un hôtel à Kaboul. Des combattants islamistes ont fait exploser deux engins dans un hôtel fréquenté par des diplomates et des hommes d'affaires chinois, a annoncé l'État islamique. L'hôpital local a indiqué que vingt-et-un patients avaient été admis après l'attentat dont trois étaient déjà morts, selon un porte-parole des taliban au pouvoir en Afghanistan. Les morts sont les trois auteurs de l'attentat. La police a également parlé de trois assaillants tués. Un quatrième suspect a été arrêté.

(Deutsche Welle, le 13-12-2022)

Neuf blessés lors d'un attentat à la voiture piégée dans le sud-est de la Turquie...

Neuf personnes, dont huit policiers, ont été blessées dans une attaque terroriste contre un convoi des forces de sécurité à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie. Un bus qui transportait des membres des forces spéciales sur la route entre Diyarbakir et Mardin, a été pris pour cible, très tôt dans la matinée de vendredi, vers 05h10 heure turque, par l'explosion d'une voiture piégée au bord de la route. Dans l'attaque, huit policiers et un civil ont été blessés, aucun ne montre de risques vitaux. Le parquet de Diyarbakir, qui a ouvert une enquête, a indiqué que cinq suspects ont été placés en garde à vue. La ville de Diyarbakir est le théâtre, depuis le 3 septembre 2019, d'un mouvement de protestation contre l'organisation terroriste PKK. Les familles engagées dans le sit-in de protestation des « Mères de Diyarbakir » revendiquent la libération de leurs proches recrutés de force par le groupe terroriste.

(La voix de la Turquie, le 16-12-2022)

Le chef de la Maison russe en Centrafrique blessé par l'explosion d'un colis piégé...

La Centrafrique, pays en guerre civile depuis 2013 est au cœur de la stratégie d'influence russe en Afrique. Le rôle grandissant de Wagner a d'ailleurs conduit la France, ancienne puissance coloniale, à retirer jeudi ses derniers soldats du pays. « Le chef de la Maison russe, un centre culturel, a reçu vendredi un colis anonyme, l'a ouvert et une explosion s'est produite » a indiqué le service de presse de l'ambassade russe, cité par l'agence de presse officielle TASS, précisant que ce responsable, Dmitri Syty, était hospitalisé avec des blessures sérieuses. Peu après, le riche homme d'affaires russe proche du Kremlin et fondateur de Wagner, Evguéni Prigojine, a accusé la France et demandé au ministère russe des Affaires étrangères de lancer une procédure pour déclarer la France comme État soutien du terrorisme, a-t-il déclaré, cité par son service de presse. Selon Evguéni Prigojine, Dmitri Syty, avant de perdre connaissance, avait lu une note accompagnant le colis qui disait « C'est pour toi, de la part de tous les Français, les Russes fichent le camp d'Afrique ». La chef de la diplomatie française a démenti ces accusations quelques heures après à l'AFP. « Cette information est fautive et c'est même un bon exemple de la propagande russe et de l'imagination fantaisiste qui caractérise parfois cette propagande » a déclaré Catherine Colonna à Rabat, où elle se trouvait en visite. « Cette milice se livre à des exactions regrettables sur les populations civiles et il y aurait beaucoup à dire sur elle, mais ce n'est pas le moment aujourd'hui » a-t-elle ajouté, alors que la France accuse régulièrement le groupe Wagner d'orchestrer des manipulations des opinions publiques contre la France dans plusieurs pays africains et de s'y livrer à de la prédation économique sous couvert de contrats de protection des gouvernements.

(La voix de la Turquie, le 17-12-2022)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Une quarantaine de personnes soupçonnées de liens avec le Mossad interpellées en Turquie...

Une opération conjointe de la police d'Istanbul et des services de renseignement turcs, contre des suspects qui auraient espionné des Palestiniens dans le pays, a mené à la garde à vue de 44 personnes en lien présumé avec le Mossad. Sept d'entre elles ont été ensuite arrêtées. Les suspects sont accusés d'avoir divulgué aux services de renseignement israéliens des informations sur les expatriés palestiniens. Une opération est toujours en cours pour retrouver 13 autres suspects. Les autorités turques enquêtent depuis un certain temps sur des sociétés de conseil basées à Istanbul, qui proposaient à leurs clients des services de détectives privés grâce à leurs présumés contacts avec l'agence de renseignement israélienne. Selon les enquêteurs, le Mossad aurait payé des personnes pour surveiller des Palestiniens résidents du pays et des ONG palestiniennes. Parmi les détenus figurent le fondateur d'une société de détectives privés, et un maître de conférences d'une université. Les services de renseignement turcs avaient démantelé l'année dernière un autre réseau en lien avec le Mossad, après une enquête d'un an. Les forces turques avaient arrêté 15 personnes le 7 octobre. Selon les rapports, les espions auraient fourni au Mossad des informations sur des étudiants étrangers inscrits dans les universités turques qui visaient des postes dans l'industrie de la défense. La police et les services de renseignement turcs ont déclaré avoir démantelé plusieurs réseaux d'espionnage ces dernières années, dont un au profit de la Russie et un autre au profit de l'Iran qui visait à assassiner des citoyens israéliens en Turquie.

(I24News, le 14-12-2022)

Des parlementaires européens soupçonnés d'entretenir des liens avec les services de renseignement marocains...

Les dernières révélations indiquent que ce réseau de parlementaires européens avait des liens non seulement avec le Qatar mais aussi avec le Maroc. Le ministre belge de la Justice indique que l'enquête de la Sûreté de l'État, c'est-à-dire les services belges de renseignement, avait démarré sur différents pays. Il évoque la question du culte musulman en Belgique ou la négociation des droits de pêche entre l'Union européenne et le Maroc. Au Parlement européen le statut du Sahara occidental est un centre d'intérêt de longue date, ce qui peut aussi avoir suscité l'attention du Maroc.

(Radio Vatican, le 16-12-2022)

... MILITAIRE ...

Le développement d'un missile air-sol à longue portée en passe d'être lancé par la Corée du Sud...

La Corée du Sud lancera le développement du système d'un missile guidé air-sol à longue portée. Selon l'Administration sud-coréenne du programme d'acquisition de défense (DAPA), ce projectile capable de frapper avec précision une cible à plusieurs centaines de kilomètres équipera l'avion de combat KF-21. D'ici 2028, 190 milliards de wons, soit 137 millions d'euros, y seront investis. Contrairement aux missiles tirés depuis le sol et la mer, celui air-sol restait un domaine inexploré à cause de l'insuffisance technologique liée à son installation sur l'aéronef et de la séparation. Or, grâce à la recherche menée entre 2019 et la fin de l'année dernière, la DAPA a obtenu la technique clef. Le projet sera piloté par l'Agence pour le développement de la défense (ADD) et les entreprises LIG Nex1 et Hanwha Munitions participeront à la production des prototypes. L'Administration s'attend à ce que cette initiative promeuve le développement de différentes armes guidées utilisées dans l'aviation, tout en augmentant la compétitivité du KF-21 dans les exportations.

(KBS World Radio, le 12-12-2022)

Les avions de combat sud-coréens FA-50 bientôt équipés de missiles de croisière supersoniques...

L'armée sud-coréenne prévoit d'installer un missile de croisière supersonique à lancement aérien sur l'avion de combat léger FA-50. Ce projectile pourra améliorer la dissuasion contre la Corée du Nord et contribuer à l'expansion des exportations d'armement du Sud. Le missile de croisière supersonique développé par la Corée du Sud est trois fois plus rapide que ceux existants. Il est considéré comme une arme clé de la stratégie *Kill Chain* qui consiste à détecter les attaques de missiles nord-coréennes imminentes et à détruire de manière préventive les capacités de lancement d'engins. Le

développement de ce projectile supersonique, qui a été testé pour la première fois pour un tir mer-sol il y a environ un an, est en cours pour une utilisation polyvalente et un lancement aérien qui couvre non seulement les cibles terrestres, mais aussi maritimes. La conception de base est déjà achevée avec le développement des technologies connexes telles que les moteurs à combustible solide et les commandes de guidage. Des prototypes pour divers tests de performance sont actuellement en cours de fabrication. Ce missile devrait ainsi être monté sur le FA-50 en vue d'un essai en vol prévu en 2025. Son installation sur cet avion de combat, qui présente un rayon opérationnel étroit et une petite quantité d'armement, pourra se traduire par un élargissement considérable du champ d'application. Le FA-50 qui a une couverture aérienne rapprochée, se dotera ainsi de la capacité de frapper avec précision des cibles à une très grande distance. L'Administration du programme d'acquisition de défense (DAPA) développe également un missile air-sol à longue portée qui sera installé sur le chasseur national KF-21. Pour cela, environ 190 milliards de wons, soit environ 138 millions d'euros, seront investis d'ici 2028. Selon le directeur des relations publiques de la DAPA, la Corée du Sud dispose déjà de la technologie nécessaire et se trouve actuellement au stade de vérifier l'achèvement du développement à travers des prototypes. L'institution souhaite contribuer à l'augmentation des exportations d'armes mises au point grâce à des technologies *made in Korea*.
(KBS World Radio, le 13-12-2022)

P'yongyang annonce le test d'un puissant moteur de fusée à combustible solide...

Une avancée de plus dans ses efforts pour développer un nouveau type de missile balistique intercontinental (ICBM). La Corée du Nord a annoncé avoir testé, avec succès, un très puissant moteur de fusée à combustible solide. D'après l'information relayée aujourd'hui par son agence de presse officielle *KCNA*, un important institut de l'Académie des sciences de la défense a réussi, le 15 décembre dans la matinée, un premier test d'éjection au sol d'un moteur de fusée solide de grande poussée de 140 tonnes-force. Une puissance qui serait proche de celle du moteur du premier étage (160 tf) de l'ICBM nord-coréen de type *Hwasong-17*. Toujours selon le média d'État, l'opération a eu lieu sur la base de lancement de satellites de Sohae, à Tongchang-ri, située sur la côte ouest du pays, avec pour objectif de mettre au point une nouvelle arme stratégique. Et Kim Jong-un y a assisté. Après avoir supervisé le test, l'homme fort de P'yongyang a hautement salué le règlement d'une nouvelle question importante visant à mettre en œuvre les cinq tâches prioritaires dans le domaine des armes stratégiques dans le cadre du plan quinquennal de développement des sciences de la défense et du système d'armes, écrit encore la *KCNA*. En mars dernier aussi, le dirigeant nord-coréen avait visité la base de Sohae. Il a alors ordonné que les installations soient étendues et modernisées. De quoi alimenter les spéculations sur un nouvel essai complet d'ICBM. Depuis, la Corée du Sud et les États-Unis continuent de suivre de près l'avancement des travaux.
(KBS World Radio, le 16-12-2022)

Deux nouveaux tirs de missiles balistiques effectués par la Corée du Nord...

Selon le ministère japonais de la Défense, la Corée du Nord a probablement effectué au moins deux tirs de missiles balistiques, mais les projectiles auraient atterri hors de la zone économique exclusive de l'Archipel. Selon l'armée sud-coréenne, P'yongyang a projeté deux engins en direction de la mer du Japon dimanche matin. En 2022, le Nord a multiplié ce genre d'opération, à une fréquence inédite. Pour les officiels nippons, il s'agirait de la 35^e de l'année.
(Radio Japon international, le 18-12-2022)

Selon *Business Insider* les stocks de munitions de l'armée allemande ne permettraient qu'un ou deux jours de combats...

L'armée allemande manque d'armes et d'équipements pour accomplir pleinement ses tâches au sein de l'OTAN, y compris la défense du flanc est du bloc, ont rapporté mardi 13 décembre le magazine *Der Spiegel* et le journal *Die Welt*. Ils ont cité un rapport confidentiel de la ministre de la Défense Christine Lambrecht à la commission parlementaire de la défense. Le document indique que l'armée allemande, ou la Bundeswehr, ne peut pas fournir d'artillerie à l'unité multinationale de la taille d'un bataillon de l'OTAN stationnée en Lituanie, car elle serait « dépendante de l'acquisition ». Il a noté des problèmes de défense aérienne pour l'unité à partir de 2023, car les systèmes de missiles MIM-104 *Patriot* fabriqués aux États-Unis, qui sont utilisés par l'Allemagne, sont actuellement liés à la force de réaction rapide du bloc. Il n'y aurait pas non plus assez d'équipements radio sécurisés, qui ne pourront être achetés que dans les années à venir. « En raison du retard d'importants projets informatiques » la

composante numérique de l'Allemagne au sein de la force de réaction rapide de l'OTAN est également limitée et ne répond qu'à des exigences minimales. Un déficit de capacité considérable a été signalé dans les défenses aériennes de la Bundeswehr, ainsi que des pénuries de certaines fournitures pour les services médicaux. « Les lacunes en personnel, matériel, infrastructure, pièces de rechange et munitions, qui ont été créés au cours des décennies de sous-financement structurel, ne peuvent pas être comblées d'un trait de plume » a écrit Lambrecht, cité par *Die Welt*. De nombreux rapports font état de pénuries dans la Bundeswehr depuis que l'Allemagne a commencé à fournir à l'Ukraine des armes lourdes, notamment des obusiers et des systèmes antichars, ainsi que divers types de munitions. L'édition allemande du site d'information *Business Insider* a rapporté le mois dernier que la Bundeswehr avait des munitions en stock pour seulement un ou deux jours de combats. Frank Haun, le chef du plus grand fabricant de chars d'Europe KNDS, a déclaré samedi au journal *Suddeutsche Zeitung* que l'armée allemande était « pressée comme un citron » depuis des années. Il a ajouté que le conflit ukrainien a mis en lumière ses pénuries d'armes lourdes, telles que les chars et les systèmes d'artillerie.

(Press TV, le 14-12-2022)

Manœuvres navales conjointes franco-turques en Méditerranée...

Les Forces navales turques et françaises ont effectué des exercices conjoints en Méditerranée, a fait savoir mardi le ministère turc de la Défense. L'entraînement intitulé *Guerre de défense aérienne* s'est déroulé entre la frégate *TCG Gaziantep* et le porte-avions français *Charles de Gaulle*. Selon le message de l'état-major français sur *Twitter*, l'équipe aérienne « French Carrier Striker Group » (FCSG) du porte-avions français *Charles de Gaulle* poursuit sa formation opérationnelle avec la marine turque en Méditerranée. Par ailleurs, on précise de même source qu'il s'agit d'une opportunité pour le renforcement de la capacité d'interopérabilité entre les alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

(La voix de la Turquie, le 14-12-2022)

Des systèmes de déminage slovaques *Bozena* en passe d'être fournis à l'Ukraine...

La Slovaquie enverra bientôt « un paquet » d'aide humanitaire et militaire pour soutenir l'Ukraine pendant l'hiver. L'État lui enverra également des équipements de déminage *Bozena* d'une valeur de 1,8 million d'euros. Même si ces équipements ont déjà été utilisés par les forces armées de la République slovaque et sont actuellement à la retraite, ils sont toujours capables d'aider l'Ukraine. C'est ce que précise le ministère de la Défense sur ses réseaux sociaux. « Partout où le dispositif de déminage est déployé, il sauve la vie et la santé des personnes, en particulier des civils qui peuvent entrer en contact accidentel avec des mines, par exemple lors de travaux sur le terrain. Les décès et blessures fréquents de jeunes enfants sont particulièrement tragiques. Ces machines de fabrication slovaque ont déjà fonctionné avec succès en Irak, en Afghanistan, en Éthiopie, au Kosovo, en Croatie, au Nigeria, au Sri Lanka et dans d'autres pays ». Le ministère ajoute qu'à la suite de l'agression russe, plusieurs centaines de milliers de mines de divers types sont sur le territoire de l'Ukraine et que leur retrait pourrait prendre des décennies.

(Radio Slovaquie internationale, le 14-12-2022)

Les États-Unis s'apprêteraient à fournir des missiles *Patriot* à l'Ukraine...

D'après des médias américains, le gouvernement s'apprête à envoyer son système de missiles *Patriot* en Ukraine. Des responsables américains, cités par *CNN* et d'autres médias, affirment que l'annonce pourrait en être faite dès cette semaine. Les Ukrainiens font face à de graves coupures de courant, alors que l'hiver est glacial et que la Russie continue ses attaques de missiles et de drones sur les infrastructures énergétiques du pays. Le *Patriot* est un système de défense air-sol à longue portée, qui peut intercepter des missiles balistiques ou de croisière et des avions. John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche, a indiqué mercredi que l'Ukraine a besoin en urgence de capacités de défense antiaérienne, et que c'est à cela que les États-Unis accordent la priorité. Toujours selon les médias, les soldats ukrainiens seront formés à l'utilisation du système *Patriot* sur une base militaire américaine en Allemagne, une fois le projet finalisé. Les États-Unis ont déjà équipé l'Ukraine du NASAMS, le système terrestre antiaérien déployé sur plateforme, et de défenses antiaériennes mobiles.

(Radio Japon internationale, le 15-12-2022)

Création d'une unité spatiale au sein des forces américaines déployées en Corée du Sud...

Face aux menaces balistique et nucléaire nord-coréennes qui s'accroissent, une unité spatiale a été créée au sein des forces américaines stationnées en Corée du Sud. L'armée américaine l'a inaugurée hier à la base aérienne d'Osan à Pyeongtaek, dans la province de Gyeonggi. Il s'agit de la 3e unité spatiale créée en dehors des États-Unis. De nombreuses personnalités militaires ont participé à la cérémonie d'inauguration dont notamment Paul LaCamera, le commandant en chef des GI's stationnés au sud du 38e parallèle et Anthony Mastalir, le commandant des forces spatiales américaines pour la région indopacifique. LaCamera s'est félicité de la création de ce nouveau corps au Pays du matin clair, qui contribuera à améliorer les capacités sud-coréano-américaines de défense et à assurer la paix et la sécurité régionales. De son côté, le lieutenant-colonel Joshua McCullion qui dirigera cette unité, s'est engagé à ne pas compter ses efforts destinés à promouvoir la capacité d'opération spatiale de la Corée du Sud. Ce groupe servira de sous-unité aux forces spatiales américaines indopacifiques ainsi que de commandement de la composante terrestre de l'armée spatiale des États-Unis. L'unité ainsi créée fournira une expertise en matière de planification, d'utilisation, de commandement et de contrôle de l'espace au commandant des forces stationnées au sud du 38e parallèle. Elle aura également comme mission des opérations telles que l'alerte aux missiles, le géopositionnement par satellite (GPS) ou la communication satellitaire.

(KBS World Radio, le 15-12-2022)

Un arrangement aurait été signé entre la junte au pouvoir au Burkina Faso et le groupe de sécurité russe Wagner...

Les mercenaires russes de Wagner seraient aussi au Burkina Faso si on croit le président ghanéen Nana Akufo-Addo. Il a affirmé qu'un arrangement aurait été signé entre la junte au pouvoir à Ouagadougou et le groupe de sécurité russe qui contrôlerait une mine dans le sud du pays en guise de paiement. La présence de ces paramilitaires près de la frontière ghanéenne est particulièrement inquiétante, a ajouté le président ghanéen. Le gouvernement burkinabé lui n'a pas voulu commenter.

(Radio Vatican, le 16-12-2022)

« Le Burkina Faso a désormais conclu un arrangement pour, comme le Mali, employer des forces de Wagner. Je crois qu'une mine dans le sud du Burkina leur a été allouée comme une forme de paiement pour leurs services » a déclaré Nana Akufo-Addo lors d'une entrevue aux États-Unis avec le secrétaire américain Antony Blinken. Selon le chef de l'État ghanéen, les mercenaires russes sont à la frontière nord du Ghana ce qui est particulièrement inquiétant. « Nous n'avons aucune réaction. Je lui laisse la responsabilité de ce qu'il a dit » a répondu à l'AFP le porte-parole du gouvernement burkinabé Jean Emmanuel Ouedraogo.

(La voix de l'Amérique, le 16-12-2022)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Le Japon envisage d'acheter des missiles de croisière américains Tomahawk...

L'ébauche de la modification d'un des trois principaux documents relatifs à la défense du Japon indique que le pays achètera des missiles de croisière américains *Tomahawk*, afin de renforcer ses capacités défensives. Des membres des deux partis au pouvoir, le Parti libéral démocrate et le Parti Komei, ont approuvé la révision lundi. Des amendements à la Stratégie de sécurité nationale, à la Stratégie de défense nationale et à un plan qui remplacera l'actuel programme de mi-mandat pour le développement de la défense sont en cours, alors que le contexte sécuritaire autour du Japon est de plus en plus préoccupant. Le projet de Stratégie de défense nationale, qui remplace les actuelles Directives de la défense nationale, stipule que le Japon sera en mesure de lancer des contre-attaques visant les sites de lancement de missiles ennemis et d'autres cibles. Les deux partis de la coalition au pouvoir ont confirmé l'achat de missiles *Tomahawk* en vertu d'un plan projeté sur dix ans, qui remplacera l'actuel programme de défense quinquennal. Les missiles de fabrication américaine peuvent servir d'armes *standoff*, qui permettent d'attaquer des cibles à partir d'endroits hors de portée des armes ennemies. En parallèle, les deux partis ont discuté d'un passage de la version originale de l'ébauche de la Stratégie de défense nationale faisant référence au lancement en août par la Corée du Nord d'un missile balistique qui s'est abîmé dans la zone économique exclusive du Japon. Le passage en question disait que l'incident « a été perçu par le Japon et les résidents de la région comme une menace ». Le Parti Komei a argué que le mot « Japon » pourrait porter préjudice d'un point de vue diplomatique. Les deux partis se sont mis d'accord pour retirer le mot « Japon » de la phrase. Elle

indique maintenant que l'incident « a été perçu par les résidents de la région comme une menace ». Le gouvernement entend approuver les textes lors d'une réunion du Cabinet prochainement.
(*Radio Japon international, le 13-12-2022*)

Un Israélien accusé par les États-Unis d'avoir transféré des composants électroniques sensibles vers la Russie...

Un citoyen israélien figure parmi les sept personnes accusées cette semaine par les procureurs américains d'avoir fait passer vers la Russie des composants électroniques sensibles susceptibles d'être utilisés pour fabriquer des armes nucléaires. Les procureurs américains ont affirmé que le groupe a travaillé avec deux sociétés basées à Moscou et contrôlées par les services de renseignement russes pour acquérir aux États-Unis des composants électroniques à usage civil, mais qui peuvent également être utilisés pour la fabrication d'armes nucléaires et hypersoniques et dans l'informatique quantique. L'une des personnes inculpées est Alexey Brayman, 35 ans, né à Kiev en Ukraine, de nationalité israélienne, mais résidant à Merrimack, dans le New Hampshire. L'acte d'accusation, cité par *CBS*, indique que Brayman « a utilisé à plusieurs reprises sa résidence comme point de transbordement pour reconditionner des articles sensibles de qualité militaire et contrôlés à l'exportation, et les acheminer vers des lieux intermédiaires en Europe et en Asie, d'où ils étaient transbordés en Russie ». Selon le *Boston Globe*, les procureurs estiment que les équipements peuvent « contribuer de manière significative au potentiel militaire ou à la prolifération nucléaire d'autres nations ou de pouvoir nuire à la sécurité nationale des États-Unis ». Le journal indique que les fournitures passées en contrebande au domicile de la famille Drayman comprenaient des semi-conducteurs, qui sont essentiels à la production des missiles balistiques que la Russie a déployés avec un effet mortel en Ukraine. L'exportation de la technologie impliquée dans l'affaire est fortement réglementée et a eu lieu en violation des sanctions américaines, selon un acte d'accusation rendu public lundi à Brooklyn. « Le ministère de la Justice et nos partenaires internationaux ne toléreront pas les manœuvres criminelles visant à soutenir les efforts de guerre de l'armée russe » a déclaré le procureur général Merrick B. Garland dans un communiqué annonçant les accusations. Le *Boston Globe* a toutefois indiqué que M. Brayman avait publié sur *Facebook* un clip d'artistes ukrainiens participant à l'émission télévisée *America's Got Talent*, qui mettait en lumière le conflit opposant Moscou et Kiev, laissant entendre que le ressortissant israélo-ukrainien n'était pas, a priori, un partisan de la Russie, tandis que son épouse, Daria, a fait un appel aux dons en faveur d'une organisation caritative qui aide les Ukrainiens dans le cadre de l'invasion.

(*I24News, le 17-12-2022*)

... CYBERESPACE ...

L'application *TikTok* interdite d'utilisation dans le secteur public taïwanais...

Le ministère du numérique a interdit le 5 décembre l'utilisation de l'application *TikTok* par le secteur public. Les contrevenants seront poursuivis, selon le porte-parole du Yuan exécutif, Lo Ping-cheng. Le réseau social de vidéos musicales courtes *TikTok* est en effet devenu récemment un sujet d'inquiétude en rapport à la sécurité des informations. Selon les « Principes de restriction de l'utilisation de produits qui mettent en danger la sécurité des informations nationales par diverses autorités » le téléchargement et l'utilisation de logiciels chinois tels que *TikTok* et *Xiaohongshu* (aussi appelé *RED*) sont interdits, en ciblant les appareils d'information et de communication liés aux infrastructures de gestion informatique du secteur public. Le porte-parole Lo Ping-cheng et le secrétaire du Yuan exécutif Lee Meng-yen ont participé aujourd'hui à une réunion du Yuan législatif pour un rapport annuel du Yuan exécutif sur le plan politique et budgétaire. La législatrice du DPP Luo Mei-ling a demandé si cette restriction concernera également le Yuan législatif et le Yuan judiciaire, craignant que la possibilité de continuer à utiliser *TikTok* dans ces deux organismes ne crée une disparité. Le porte-parole Lo Ping-cheng a répondu que les responsabilités et devoirs de chaque organe sont différents, mais que les dialogues se poursuivent. Il a annoncé une coordination avec le Yuan législatif et le Yuan des examens pour adopter un modèle similaire dans ces deux instances. Actuellement, il est interdit à tous les téléphones portables de fonction d'utiliser ces applications chinoises. Si, à l'avenir, il faut étendre l'interdiction, le groupe de travail étudiera une solution technique au sein des réseaux informatiques des institutions publiques afin de bloquer l'accès à ces applications. Le gouvernement continuera à discuter de la possibilité pour le système judiciaire de traiter *TikTok* de la même manière que des pays comme l'Inde, car cela implique un large éventail de questions et nécessite davantage de discussions. Le projet doit tenir compte des pratiques d'autres pays, et doit être techniquement réalisable et

juridiquement raisonnable, afin de ne pas affecter la liberté d'expression.
(Radio Taïwan international, le 12-12-2022)

Israël et plusieurs pays arabes envisagent la mise en place d'une plateforme de cyberdéfense commune...

Israël, les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Maroc ont tenu des réunions pour discuter de la mise en place d'une plateforme de cyberdéfense commune, a rapporté mercredi soir le radiodiffuseur public *Kan*. Ces discussions interviennent dans un contexte de menaces accrues de la part des hackers iraniens. « Il s'agit d'une réunion historique. Une déclaration des parties concernant la coopération dans le domaine cybernétique contre les ennemis communs » a déclaré à *Kan* Gaby Portnoy, le chef de la Direction nationale israélienne du cyberspace, qui la qualifie de « cyber Dôme de fer ». Début décembre, Israël et les États-Unis avaient effectué le plus grand cyberexercice jamais mené ensemble pour contrecarrer la menace iranienne. L'exercice avait eu lieu pour la première fois à l'unité Georgia Cyber Center, située à Augusta, en Géorgie aux États-Unis. Il s'agissait du septième exercice dans le domaine cyber entrepris conjointement par les deux alliés.

(I24News, le 15-12-2022)

Des millions de tentatives de cyberattaques cibleraient quotidiennement Taïwan...

Pour la ministre taïwanaise du Numérique, Audrey Tang, l'outil numérique doit contribuer à assurer la sécurité des Taïwanais et doit dans le même temps relever les défis posés par les millions de tentatives de cyberattaques qui visent les infrastructures du pays chaque jour. Taïwan a recensé plus de cinq millions de cyberattaques quotidiennes en 2021, le double de l'année précédente et que leur nombre a même été multiplié par 23 au moment de la visite à Taïwan en août dernier de la présidente de la Chambre américaine des représentants Nancy Pelosi. Pour Audrey Tang, cette situation fait de Taïwan comme un terrain d'essai pour la Chine : « Si une stratégie fonctionne ici, elle peut être reproduite ailleurs » affirme-t-elle, précisant que les pirates de l'internet visent non seulement les infrastructures publiques que les industries importantes comme TSMC, le géant des semi-conducteurs.

(Radio Taïwan international, le 16-12-2022)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30